

ÉDUCATION SANTÉ

DÉCEMBRE 2015

317

Plaisirs et enjeux du skate

Véronique Janzyk

UN MENSUEL AU SERVICE
DES INTERVENANTS FRANCOPHONES
EN PROMOTION DE LA SANTÉ DEPUIS 1978

www.educationsante.be

ÉDITORIAL

Au service des intervenants francophones en promotion de la santé

Pierre Baldewyns, responsable Service Promotion de la Santé Solidaris
et Christian De Bock, rédacteur en chef Éducation Santé

Conformément aux dispositions légales régissant leur fonctionnement, les mutualités belges consacrent des montants importants à des programmes de promotion de la santé destinés à leurs affiliés¹.

À côté de cela, deux d'entre elles développent depuis de nombreuses années des activités destinées aux acteurs de deuxième ligne en promotion de la santé : Solidaris (Mutualité socialiste) anime depuis plus de quinze ans le 'Centre de référence de l'outil pédagogique en promotion de la santé', mieux connu sous les noms d'Outilthèque Santé ou 'PIPSa' (www.pipsa.be)². Quant à la Mutualité chrétienne, elle édite depuis 1978 la revue Éducation Santé, mensuelle depuis décembre 1988 (www.educationsante.be)³. Ces deux réalisations sont financées depuis belle lurette par les pouvoirs publics francophones : la Fédération Wallonie-Bruxelles jusqu'à l'an dernier, la Wallonie et la Commission communautaire française (Région de Bruxelles-Capitale) depuis 2015. Elles sont toutes les deux 'au service des intervenants francophones en promotion de la santé' pour reprendre la

formule en couverture d'Éducation Santé. Elles ne visent donc pas du tout les affiliés de ces deux organismes assureurs, vu que leur cible est constituée de professionnels de la prévention et non du grand public.

Bien entendu, les collaborateurs éducatifs des deux mutualités peuvent profiter de ces services, au même titre que tous les autres utilisateurs, ni plus, ni moins⁴. Ces deux outils ne leur sont donc nullement 'réservés'.

Nous pouvons affirmer que tant la revue Éducation Santé que l'Outilthèque Santé utilisent l'argent public exclusivement pour offrir à la communauté éducative francophone (donc pas uniquement en Belgique) les services qu'elles s'engagent à lui rendre vis-à-vis des pouvoirs subsidiant leurs deux projets.

Il n'était peut-être pas inutile de le rappeler en cette période de turbulence pour le secteur de la promotion de la santé...



1. Leurs efforts sont d'ailleurs valorisés dans leurs frais d'administration après validation par l'Office de contrôle des mutualités.

2. L'équipe de PIPSA : Catherine Spiece, coordination de l'Outilthèque; Maria Sugero, documentaliste-bibliothécaire, suivi du site et des réseaux sociaux, Annick Cornelis, secrétariat.

3. L'équipe d'Éducation Santé : Christian De Bock, rédacteur en chef et Carole Feulien, journaliste, responsable lettre d'information, animatrice site et réseaux sociaux.

4. À titre d'exemple, sur 1 141 abonnés 'papier' à Éducation Santé (envoi du numéro 315), 36, soit 3 % travaillent à la Mutualité chrétienne.

INITIATIVES

Volontariat et emploi : frontières incertaines

Christian De Bock

La Plate-forme francophone du volontariat (PFV) est une structure pluraliste composée d'associations fédératives comme de petites et moyennes associations. Ses membres couvrent les grands secteurs de la vie associative et de l'engagement volontaire.

La Plate-forme francophone du volontariat a pour objet de susciter, faciliter et encourager la pratique du volontariat, mais pas à n'importe quel prix. Elle le voit comme un engagement libre, ouvert à tous et qui doit respecter les normes légales.

À propos de prix, la PFV a consacré son séminaire du 29 mai dernier au rapport entre emploi et volontariat. Une centaine de personnes se sont retrouvées dans le cadre convivial des installations du *Bouche-à-Oreille* à Bruxelles pour aborder

cette question manifestement très délicate. Animée avec autant de charme que de fermeté par **Gaëtane Convent**, la coordinatrice de la Plate-forme, la journée a démarré par un exposé de **Dan Ferrand-Bechmann**, sociologue et professeure

émérite à Paris VIII sur le bénévolat (puisque c'est ainsi qu'on l'appelle en France) et son impact positif sur l'emploi dans le secteur associatif, qui occupe 2 millions de personnes chez nos voisins. Comme souvent aussi chez nous, le bénévolat français s'inscrit dans la tradition de l'éducation populaire, il était bon de nous le rappeler.

Un sujet qui fâche

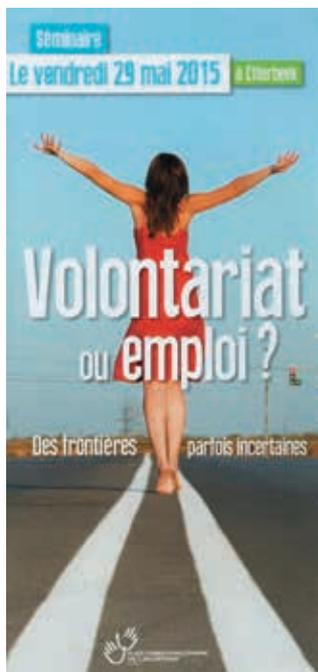
Une grande partie de la matinée fut ensuite consacrée à trois 'discussions non bornées' sur des sujets qui fâchent (parfois) :

- le volontariat est-il un acte gratuit, défrayé ou rémunéré ?
- le volontariat deviendrait-il un 'piqueur' d'emploi ?
- ni volontariat, ni emploi. Alors quoi ?

Dans le groupe où j'étais, le débat fut très émotionnel, à cent lieues de ce que j'imaginai naïvement au sujet de l'engagement volontaire. Sans généraliser, le témoignage d'une responsable d'un théâtre bruxellois réputé avait de quoi refroidir notre enthousiasme. Elle nous expliqua que la seule manière de s'en tirer dans le secteur culturel est de faire appel à des 'volontaires' dont l'unique motivation est d'obtenir un faible revenu de ce 'travail non rémunéré'. Frustration de ne pas pouvoir faire appel à des gens correctement rétribués, mépris de cette main d'œuvre sous-payée, ignorance des nobles valeurs du volontariat, le tableau était très noir. Heureusement, cela ne semble pas être le cas dans tout le secteur associatif et il existe encore de véritables engagements volontaires sans arrière-pensée 'lucrative' ¹ dans notre pays, mais il est certain que la PFV a tapé juste en abordant sans faux-fuyants une question aussi sensible. L'après-midi, les participants ont eu l'occasion de se remettre de leurs émotions en mettant à leur tour sur la sellette des 'politiques' francophones préoccupés par le volontariat et qui se sont prêtés au jeu de bonne grâce.

Campagne

'Émile et Bertrand sont dans un bar. Le salaire tombe. Qui reste ?' Cette vidéo d'un peu plus de trois minutes est au cœur de la campagne 2015 de la Plate-forme francophone du volontariat dont elle résume les enjeux ². Derrière ces trois minutes, il y a des heures de discussions, de réflexions et de débats autour d'une question : quelle est la frontière entre volontariat et emploi ?



Comment s'assurer que le volontariat ne pique pas l'emploi ? Y a-t-il des postes 'réservés' à des employés et d'autres à des volontaires ? Sur le terrain, on distingue facilement un emploi (avec salaire et contrat) d'une activité volontaire. Mais, avant d'engager, comment faire un choix entre les deux ? Les arguments peuvent-ils être uniquement économiques ? J'ai des sous, j'engage ; je n'en ai pas, je cherche un bénévole ?

La différence entre emploi et volontariat, c'est quoi ?

Une question de motivation ? Pas vraiment. Les raisons qui poussent un bénévole à s'engager peuvent être partagées par un travailleur. Il n'y a pas d'exclusivité d'un côté ou de l'autre. Une question de compétences ? Non plus. Les chirurgiens qui sont bénévoles dans certaines ONG en savent quelque chose, le bénévolat n'est pas réservé uniquement aux 'amateurs'. Une histoire de 'tâches' ? La Plate-forme y a réfléchi. Longuement. Sa conclusion, c'est que tout métier peut être fait contractuellement ou bénévolement.

Quel sens donnez-vous à l'acte gratuit ?

Pour une organisation, il est essentiel de déterminer l'apport spécifique du volontariat, au-delà de sa gratuité. Le sens du volontariat ne peut se résumer simplement. Il y a autant de 'bonnes raisons' de travailler avec des bénévoles qu'il y a d'organisations, voire même de projets : le

temps qu'ils peuvent accorder aux bénéficiaires, leur humanité, leur liberté, leur pouvoir d'initiative, leur créativité, leur connaissance de la réalité de terrain, leur proximité sociale avec les bénéficiaires, la force de leur militance... Si les volontaires abattent des masses de travail immenses, leur valeur réside moins dans ce qu'ils font que dans ce qu'ils sont.

Pourquoi cette campagne ?

Créateur de solidarité, de lien et d'évolution sociale, le volontariat est aussi, jusqu'à présent, créateur d'emploi. Mais aujourd'hui, le contexte économique difficile pourrait changer la donne. Ce sont des appels téléphoniques, des observations, des témoignages de volontaires et de responsables d'organisations, des extraits de presse qui ont interpellé la Plate-forme.

Quand une école engage des surveillants de garderie 'sous statut de volontariat', quand un étudiant se déclare à la recherche d'un 'bénévolat rémunéré', quand une crèche privée fait appel à des bénévoles les jours où les puéricultrices sont moins nombreuses, quand, aux Pays-Bas, une maison de repos donne un logement à un jeune en échange de quelques heures mensuelles de bénévolat auprès de ses résidents, quand, en France, une ville offre des leçons de conduite contre 70 heures de volontariat...

Les exemples se multiplient. Dans certains cas, ne confond-on pas volontariat et emploi ? Ne recourt-on pas au volontariat uniquement pour avoir de la main d'œuvre bon marché ?

Il n'est évidemment pas question de jeter la pierre, ni aux bénévoles, ni aux organisations. En contexte de contrainte budgétaire, comme c'est le cas depuis quelques années, conserver des emplois rémunérés est un véritable défi. En créer est encore plus ardu. Les besoins, quant à eux, sont toujours aussi présents, souvent même de plus en plus pressants. Le bénévolat a toujours été une alternative, un moyen de pallier les failles d'un système. Le problème n'est pas



¹ On ne jettera pas non plus la pierre à ceux qui doivent utiliser ce pis-aller pour boucler tant que faire se peut leurs fins de mois.

² Visible sur le site www.levolontariat.be, sur la page Facebook de la Plate-forme et sur YouTube.

de recourir au bénévolat. Le problème est de recourir au bénévolat parce qu'il est une main d'œuvre gratuite, sans envisager son apport spécifique, sa plus-value pour l'organisation et pour le projet. Le bénévole ne doit pas être

considéré comme un employé sans salaire. La Plate-forme francophone du volontariat appelle donc les associations et le monde politique à être attentifs : le volontariat, acte essentiel de solidarité gratuite, ne doit pas remplacer l'emploi.

*Plate-forme francophone du volontariat,
Place l'Illon 13, 5000 Namur (tél. : 081 31 35 50) et
Rue Royale 11, 1000 Bruxelles (tél. : 02 512 01 12).
Courriel : info@levolontariat.be.
Internet : www.levolontariat.be.*

Plus de 10 ans d'aide au sevrage tabagique au Québec

Pascale Dupuis

La lutte contre le tabagisme requiert des armes diversifiées et complémentaires. À côté des mesures législatives et des campagnes de sensibilisation, il est essentiel de soutenir dans leur démarche ceux qui veulent arrêter de fumer. Au début des années 2000, le Québec a mis en place une série de services complémentaires destinés à soutenir les fumeurs qui souhaitent se libérer du tabac. Une dizaine d'années plus tard, le Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec a dressé l'état de situation de l'implantation de ces services.

Le tabagisme est l'une des principales causes de décès, partout dans le monde. « *Le tabac tue un fumeur sur deux. Arrêtez de fumer avant qu'il ne soit trop tard* », affirme ainsi sur un mode émotif une récente campagne française de l'Inpes et du Ministère de la Santé, diffusée dans le cadre du nouveau *Programme national de réduction du tabagisme*¹.

Au Québec, même si le 'fléau' a connu une diminution, sa prévalence stagne depuis quelques années autour de 24 %². Un million et demi de Québécois fument. Chaque année, environ 10 000 d'entre eux décèdent des suites de leur addiction au tabac, ce qui représente un décès sur cinq. Pourtant, en 2009, 40 % des fumeurs indiquaient avoir tenté d'arrêter de fumer au cours de l'année précédente. Ces statistiques effrayantes justifient pleinement les efforts de lutte contre le tabagisme et en particulier les investissements réalisés pour aider les fumeurs à abandonner la cigarette et les autres produits du tabac.

La docteure **Michèle Tremblay**, médecin-conseil à l'Institut national de santé publique du Québec, a assisté aux balbutiements du *Plan québécois d'abandon du tabagisme*, quelques années après que le gouvernement du Québec eût reconnu le tabagisme comme une priorité nationale de santé publique. « *À partir de 2002, une série de services gratuits d'aide*

au renoncement tabagique se sont mis en place partout au Québec, y compris en région éloignée »³, se remémore le médecin.

Membre du comité de suivi du *Plan*, la docteure Tremblay a étroitement contribué à la rédaction de l'état de situation d'implantation des différentes mesures⁴, une publication d'une quarantaine de pages qui vise à dresser un inventaire des services développés depuis 2002 pour soutenir les fumeurs dans leur démarche de renoncement au tabac et à identifier le nombre et le profil de personnes rejointes.

Les lignes suivantes présentent le rôle que jouent depuis une bonne dizaine d'années dans le combat contre le tabagisme au Québec les centres d'abandon du tabagisme, le *counselling* par les professionnels de la santé, la ligne téléphonique *J'Arrête*, le site internet du même nom, le Défi *J'arrête, j'y gagne* et les aides pharmacologiques.

Les centres d'abandon du tabagisme

Il existe au Québec plus de 150 centres d'abandon du tabagisme, implantés dans divers établissements tels que des centres de santé ou des hôpitaux. Les conseillers de ces centres offrent des interventions individuelles ainsi que du *counselling* de groupe, organisé en plusieurs rencontres qui se tiennent sur une période de quelques semaines. Au cours de celles-ci, les

participants discutent ensemble, avec l'aide d'un intervenant, de leurs motivations et des moyens pour arrêter de fumer dans une approche de résolution de problèmes.

Chaque année, quelque 6 000 fumeurs utilisent les services individuels d'un centre d'abandon du tabagisme et un millier participent aux activités de groupe. Ce sont essentiellement les femmes qui en profitent, d'un âge moyen de 50 ans.

Il s'agit le plus souvent de gros fumeurs (ou grosses fumeuses), c'est-à-dire ceux et celles qui fument davantage et sont plus dépendants que la moyenne. Plus de la moitié de ceux qui fréquentent ces centres sont sans emploi, ce qui laisse supposer que ce service parvient à toucher ceux qui en ont le plus besoin.

La question cruciale est bien sûr celle de l'efficacité. Une étude montréalaise révèle que 57 % des fumeurs ont cessé de fumer durant leur suivi, et qu'après six mois, 27 % étaient toujours abstinents. Donc, quand un fumeur décide de fréquenter un centre d'abandon du tabagisme, il aurait une chance sur quatre de succès. Par ailleurs, l'intervention de groupe serait aussi efficace que le suivi individuel de même intensité.

Le rôle des professionnels de la santé

Avec son collègue **André Gervais**, Michèle Tremblay a calculé en 2001⁵ que si tous les

1. Voir à ce sujet l'article de C. De Bock, *Saluds de fumeurs!*, Éducation Santé n° 306, décembre 2014.

2. En Belgique, d'après la toute récente Enquête de santé par interview 2013 pilotée par l'Institut scientifique de santé publique, elle est de 23 %.

3. La superficie totale du Québec équivaut à plus de 50 fois celle de la Belgique, cependant la grande majorité des 8 millions de Québécois se concentrent sur environ 20 % du territoire.

4. Tremblay, M. & Roy, J.-M. (2013). *Plan québécois d'abandon du tabagisme - État de situation après 10 ans d'implantation*. Québec : Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec.

5. Tremblay, M. & Gervais, A. (2001). *Interventions en matière de cessation tabagique : description, efficacité, impact, coûts estimés pour le Québec*. Montréal, Québec : Institut national de santé publique du Québec.

médecins du Québec abordait la question du sevrage tabagique avec les patients fumeurs qui les consultent, leurs interventions pourraient mener à plus de 30 000 sevrages. Il est d'ailleurs démontré que plus les échanges entre patient et médecin à ce propos sont longs et répétés, plus grande est leur efficacité. Selon certaines recommandations américaines, les médecins et autres professionnels de première ligne devraient systématiquement déterminer le statut tabagique de leurs patients et leur intention de renoncer au tabac s'ils fument, conseiller à tous les fumeurs d'arrêter de fumer, motiver ceux qui ne souhaitent pas arrêter et offrir un suivi à ceux qui arrêtent. Parmi les différentes approches possibles, l'entretien motivationnel semble particulièrement efficace : il s'agit d'amener le patient à explorer son ambivalence à l'égard du changement de comportement, en identifiant les difficultés qui se présentent à lui et les stratégies à adopter pour les surmonter.

Les médecins ne sont pas leurs seuls professionnels de la santé à pouvoir jouer un rôle. Dans le cadre de l'édition 2012 de la *Semaine québécoise pour un avenir sans tabac*, sept ordres professionnels ont déclaré conjointement que « tous les acteurs du réseau de la santé se doivent d'inclure la lutte contre le tabagisme dans la pratique clinique et faire en sorte que celle-ci fasse partie intégrante des soins de santé au Québec »⁶. Au cours des dernières années, la docteure Tremblay a été l'une des chevilles ouvrières d'un vaste projet visant à optimiser les pratiques de *counselling* des membres de cinq ordres professionnels, en collaboration avec ceux-ci : les pharmaciens, les dentistes, les hygiénistes dentaires⁷, les infirmiers et les inhalothérapeutes⁸.

Une analyse préalable avait alors révélé que, bien qu'ils croyaient que cela faisait partie de leur rôle, ces professionnels de la santé se sentaient mal armés pour intervenir auprès de leurs patients fumeurs. À la suite de ce constat, 65 actions ont été mises en place⁹ en vue de renforcer leurs compétences et leur sentiment de compétence : des formations en salle et en ligne, la rédaction d'orientations cliniques, de guides et d'articles dans les revues adressées à ces professionnels, des outils d'aide à la pratique...

Une seconde enquête menée après l'implantation de ces activités a indiqué, sans surprise, que les professionnels formés avaient de meilleures pratiques, se sentaient plus compétents, percevaient moins d'obstacles et avaient une meilleure connaissance des autres ressources d'aide que ceux qui n'avaient pas été formés. « *Aujourd'hui, le défi est de maintenir l'intérêt de ces ordres professionnels, compte tenu de toutes leurs priorités* » souligne Michèle Tremblay.

La ligne d'aide téléphonique j'Arrête

Depuis 2002, les conseillers de la ligne téléphonique *j'Arrête* répondent à toutes les questions concernant le sevrage tabagique. Jusqu'en 2011, les répondants de la ligne traitaient en moyenne 18 000 demandes d'aide par an, un nombre qui est en augmentation actuellement. Ils ne se contentent pas d'attendre les appels : depuis 2006, ils sont aussi proactifs, c'est-à-dire qu'ils recontactent eux-mêmes les fumeurs pour les encourager dans leur démarche.

C'est bien souvent la combinaison de plusieurs méthodes qui permet d'atteindre l'objectif tant convoité, que ce soit sur le plan individuel ou en termes de santé publique.

Le numéro de la ligne est inscrit sur les emballages de produits du tabac depuis 2012. Cette nouveauté a entraîné une augmentation très importante du volume d'appels, ainsi qu'un changement dans le public appelant : les hommes, les jeunes, les personnes de plus de 60 ans et les fumeurs plus dépendants sont désormais plus nombreux à recourir au service. Enfin, des collaborations avec divers partenaires établies au fil du temps permettent d'offrir du soutien à un public qui y a moins facilement accès, tel que les patients hospitalisés, les militaires, les détenus, etc.



Le site internet j'Arrête

Les études indiquent que, pour être efficaces, les sites web de soutien au sevrage tabagique doivent offrir une information ciblée et personnalisée ainsi que des contacts fréquents. Le site interactif www.jarrete.qc.ca mis en ligne en 2003 et régulièrement mis à jour propose au fumeur une démarche de renoncement au tabac basée sur un modèle de changement de comportement. Il comprend notamment une section clavardage ('chat') et vidéoclavardage ainsi qu'un forum de discussion. Il en existe une version pour les adolescents ainsi qu'une déclinaison anglophone. Le nombre de visites du site varie fortement d'une année à l'autre, autour d'une moyenne de 276 700. Les visiteurs passent en moyenne douze minutes sur le site. Les statistiques d'utilisation révèlent que la version pour les adolescents rencontre moins de succès que celle qui s'adresse aux adultes.

Le Défi J'arrête, j'y gagne !

Parce qu'elles permettent de toucher un très large public et de modifier certaines croyances, perceptions et attitudes ou encore de faire connaître les services d'aide disponibles, les campagnes sont des composantes de base de tout programme de contrôle du tabac. Cependant, leur efficacité est très difficile à évaluer. Parmi ces campagnes, le Québec a choisi, à l'instar de l'OMS, d'adopter une approche de concours. En créant une mobilisation collective, ces concours valorisent la décision d'arrêter de fumer. Chaque année depuis 2000, le *Défi J'arrête, j'y gagne!*¹⁰ invite à s'abstenir de fumer durant six semaines. Pendant cette période et au cours de l'année qui suit, les participants inscrits peuvent utiliser un dossier de suivi en ligne et recevoir des courriels d'encouragement et des appels téléphoniques.

6. Tremblay, M. & Poirier, H. (2012). Énoncé de position - Le tabagisme, un fléau de santé publique : des professionnels de la santé engagés. Montréal, Québec : Institut national de santé publique du Québec.

7. Les hygiénistes dentaires travaillent avec les dentistes et ont pour rôle de prodiguer des soins d'hygiène dentaire et d'assurer la sensibilisation des patients, alors que les dentistes se concentrent davantage sur les soins aux dents abîmées.

8. Les inhalothérapeutes traitent les problèmes qui affectent le système cardiorespiratoire et participent aux anesthésies.

9. Tremblay, M. & Poirier, H. (2012). Regards sur un partenariat fructueux : cinq ordres professionnels et l'Institut national de santé publique du Québec engagés dans la lutte contre le tabagisme. Montréal, Québec : Institut national de santé publique du Québec.

10. Voir le site www.defitabac.qc.ca/fr



Un peu plus de 300 000 Québécois ont pris part au défi depuis les années 2000, surtout des femmes (60 % des participants) et des jeunes adultes de 18 à 34 ans. Résultats : plus de six participants sur dix cessent complètement de fumer au cours du défi et 19 % sont toujours non-fumeurs un an après. C'est donc dire que le défi permet à un participant sur cinq d'atteindre son objectif.

Les aides pharmacologiques

Les traitements pharmacologiques de la dépendance à la nicotine permettent de diminuer les symptômes du sevrage lors d'une tentative d'arrêt tabagique. Ils comprennent plusieurs classes de médicaments qui, au Québec, sont remboursés par le régime public d'assurance médicaments. Ils peuvent bien sûr être combinés à d'autres approches. Le timbre de nicotine représente le choix de 80 % des patients qui ont recours à un médicament. Fait à noter : les chômeurs sont proportionnellement plus nombreux que les autres à avoir recours à ce moyen d'arrêter de fumer.

La complémentarité, clé de l'efficacité

Si aucune des méthodes ne peut prétendre atteindre seule un taux de succès impressionnant, les études reconnaissent cependant clairement l'efficacité de certaines actions : l'intervention individuelle, si elle est prolongée et répétée, le *counselling* téléphonique proactif, l'intervention en groupe et les aides pharmacologiques.

En fait, c'est bien souvent la combinaison de plusieurs méthodes qui permet d'atteindre l'objectif tant convoité, que ce soit sur le plan individuel ou en termes de santé publique.

Car « la plupart des fumeurs sont conscients des effets néfastes du tabagisme et veulent

arrêter de fumer » assure la docteure. C'est pour cette raison que les services, loin de se faire concurrence, sont organisés de manière intégrée. Des ententes sont conclues entre les différentes ressources d'aide. Par exemple, un fumeur qui s'adresse à son pharmacien pour obtenir des aides pharmacologiques pourra se voir proposer le soutien téléphonique d'un intervenant. Ou encore, une personne qui appelle la ligne mais semble avoir besoin d'un suivi en face-à-face ou de groupe sera dirigée vers un centre d'abandon du tabagisme. De même, les services téléphoniques sont renforcés lors du *Défi J'arrête, j'y gagne!* Enfin, la ligne *J'Arrête* travaille aussi en collaboration avec le site internet du même nom puisque ce sont les conseillers de la ligne qui animent notamment le forum de discussion et assurent le clavardage.

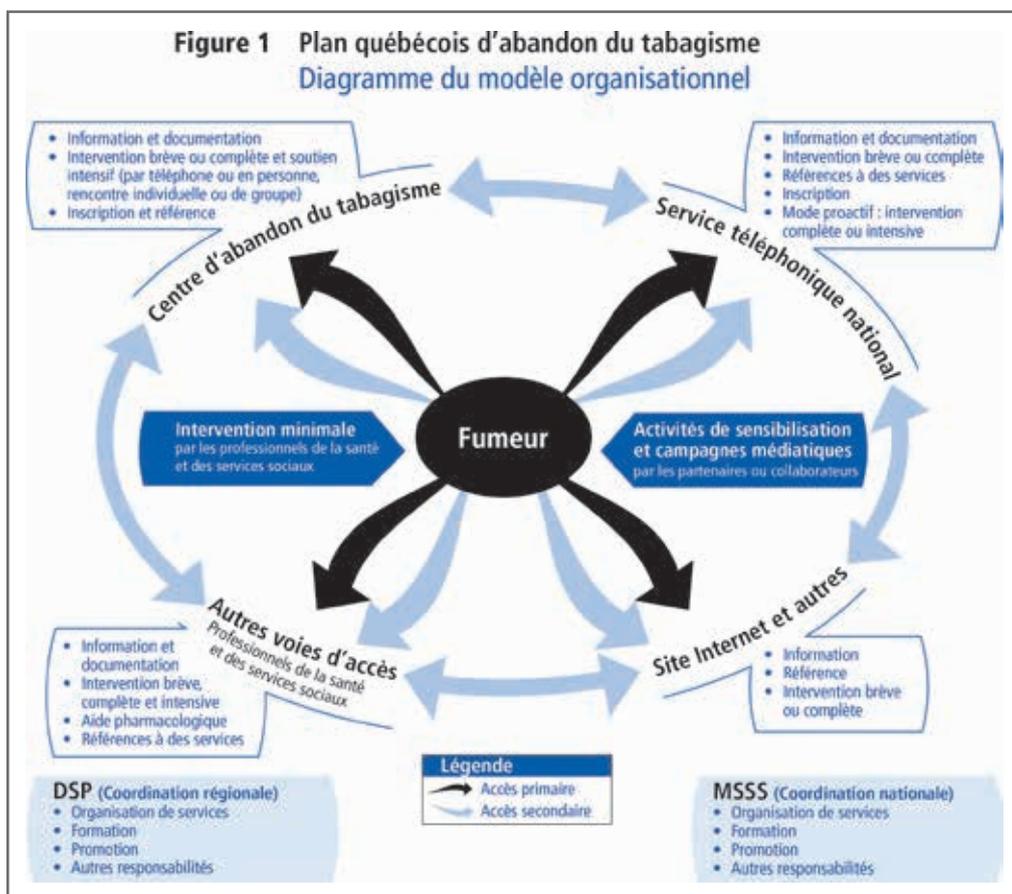
Législation, sensibilisation et dénonciation

L'abandon du tabagisme ne représente que l'un des aspects du contrôle du tabac. En plus des mesures mises en place pour aider les fumeurs à arrêter, une série d'autres stratégies poursuivant des objectifs complémentaires ont été implantées

au cours des dernières années au Québec. Du côté des **mesures législatives**, l'année 1998 a vu l'adoption de la première loi réglementant l'usage du tabac dans les lieux publics, laquelle a été renforcée en 2005. Cette loi prévoyait notamment la diminution des points de vente, l'interdiction de l'étalage des produits du tabac et une augmentation des lieux où fumer est défendu. La sensibilisation de la population aux effets nocifs de la cigarette et de la fumée secondaire ainsi qu'à l'importance de l'arrêt est également un des axes importants de la prévention du tabagisme. En plus du *Défi J'arrête, j'y gagne!*, la *Semaine québécoise pour un avenir sans tabac*¹¹, qui se tient chaque année en janvier, est un moment privilégié de diffusion de ces messages, tout comme la campagne *Famille sans fumée*¹². Selon les sondages, ces campagnes répétées atteignent un taux élevé de pénétration.

La **dénonciation** est une autre des stratégies déployées pour lutter contre le tabac.

La Coalition québécoise contre le tabac est un acteur très impliqué sur la scène médiatique, qui n'hésite pas à dénoncer les efforts de l'industrie du tabac pour contrer la loi, recruter de nouveaux fumeurs et faire la promotion de nouveaux



¹¹ www.cqts.qc.ca/sqast

¹² www.famillesansfumee.ca

produits¹³. D'autres initiatives intéressantes se sont déployées dans la dernière décennie, comme la campagne *De Facto*¹⁴ du Réseau du sport étudiant du Québec qui vise à révéler la vérité sur l'industrie du tabac et ses produits.

Les défis à relever

L'état de situation après une dizaine d'années d'implantation des mesures révèle que les services existants peinent à rejoindre les jeunes de moins de 18 ans, les femmes enceintes, les toxicomanes et ceux qui souffrent de problèmes de santé mentale. En effet, les services s'étant surtout développés en suivant un principe

d'universalité, l'accent a été peu mis jusqu'à présent sur les populations plus fragilisées et sur la prise en compte des inégalités sociales de santé. Des solutions sont envisagées et ont déjà été expérimentées, notamment le développement de collaborations avec les organismes qui offrent des soins et services à ces publics.

L'avenir de l'aide à l'arrêt tabagique passera également par les nouvelles technologies. Les textos (SMS) ont déjà fait l'objet de projets pilotes et leur utilisation semble prometteuse, surtout combinée à d'autres modes d'intervention comme les contacts téléphoniques, les courriels et le recours aux sites internet.

Finalement, la situation actuelle implique que la diminution du tabagisme et en particulier le soutien au sevrage tabagique restent des enjeux importants. « *Il ne faut pas penser que la lutte est gagnée, d'autant que l'industrie a à cœur de continuer son marketing et de cibler de nouvelles clientèles* », avertit Michèle Tremblay. Avec persévérance, le comité de suivi du Plan québécois d'abandon du tabagisme se penche aujourd'hui sur les orientations stratégiques des cinq prochaines années et sur de nouveaux indicateurs de résultats. À ces efforts, par contre, il n'est pas question de renoncer.

¹³ L'industrie a par exemple été à l'origine d'une campagne pointant du doigt les produits de contrebande, alors que l'on sait par ailleurs que ce problème est en nette diminution. Une campagne qui visait, sans aucun doute, à valoriser les cigarettes de marque.

¹⁴ www.defacto.ca

Plaisirs et enjeux du skate

Skateboarders asbl : du pain sur la planche

Véronique Janzyk

L'asbl Skateboarders est un acteur unique dans le paysage francophone par l'engagement de longue date de ceux qui y œuvrent pour la promotion d'un sport qui est aussi un art. Rencontre avec Vincent Cremer autour du plaisir du skate et des enjeux qui sous-tendent son avenir.

En ce mercredi, le soleil pointe le bout de ses rayons. Des enfants et des ados convergent vers le skatepark des Ursulines, à deux pas de la gare du Midi à Bruxelles. Près des bancs quelques poussettes aussi sont de sortie. Des parents s'y sont installés pendant que les enfants sont partis s'équiper auprès des animateurs de l'asbl Skateboarders.

La rue des Ursulines accueille un endroit unique dans la capitale et en Wallonie. Le skatepark y jouxte un square, l'ensemble offrant un espace public que se partagent sportifs, jeunes et moins jeunes, et habitants du quartier. L'initiation et l'accompagnement des enfants, des ados et des adultes (il y en a quelques-uns), va pouvoir commencer. Un résident de la maison de repos est descendu. Il a ses habitudes ici. Il traverse le square avec son déambulateur. Il y va de quelques conseils : le skate c'est bien, mais comment vont les études ?

Vincent Cremer est assis un peu à l'écart. Ce jeune quinquagénaire connaît comme sa poche

le monde du skate en Belgique. Il avait à peine dix ans quand il s'y est mis. Il n'a plus jamais décroché. Il est l'une des chevilles ouvrières de l'asbl Skateboarders. « *J'ai énormément de plaisir à pousser les gars* », confie-t-il. « *Il y en a d'autres chez nous qui construisent en travaillant le béton et le bois. Moi je suis plutôt du côté initiation.* »

Il en a fait du chemin Vincent, depuis ses début seul à skater au Mont des Arts, le Trocadéro bruxellois. La galère, il a connu, pas découragé : « *C'était tellement la crise qu'avec un autre qui roulait comme moi, j'étais gaucher en skate et lui était droitier, on usait les chaussures de manière différente. On avait la même pointure, on achetait les mêmes modèles et quand l'un avait la chaussure usée, on se filait les chaussures. Comme ça, on avait une paire de chaussures neuves et ça marchait bien.* » Vincent a vécu l'époque creuse où les espaces dédiés au skate avaient disparu et où il s'agissait de se réapproprier la ville et son mobilier urbain. « *Ce*

n'est toujours pas gagné aujourd'hui », explique-t-il, « *même si des skateparks ont à nouveau vu le jour. Je pense à ces bancs conçus de manière telle que des SDF ne peuvent y dormir. Qui dit anti SDF dit anti-skate, car pour nous aussi, dans une moindre mesure, ces bancs sont dissuasifs...* »

Des défis pour l'association

Ceux qui consacrent leur énergie à défendre ce sport considéré aussi comme un art par le style que chacun peut lui imprégner le tiennent aussi comme un mode de vie. Il y a là la quête d'un équilibre permanent et l'inscription dans un espace public, qui elle n'est jamais gagnée. « *Le combat est encore et toujours à mener* », souligne Vincent Cremer. « *Il y a un écart entre le monde du skate comme on peut le voir dans la pub, glorifié, et puis le skate comme il vit au quotidien.* »

L'asbl a du pain sur la planche. Ambassadrice du skate, elle organise, à l'invitation d'autres organisations, des initiations un peu partout en Wallonie et à Bruxelles. Parmi ses



ambitieux projets, on trouve en tête la création d'un skatepark couvert. « *Les skaters sont fort dépourvus* », déplore Vincent Cremer, « *dans un pays où il pleut autant ! Un projet d'envergure prend forme, avec le soutien toujours fidèle de l'Institut Bruxellois de Gestion de l'Environnement. Il y a un paradoxe. Le skate est reconnu. Regardez la pub. On y voit relativement souvent des skateurs ou l'image d'un skate. Mais dans la vraie vie, nous luttons pied à pied pour que chacun ait la possibilité de pratiquer. Le skatepark des Ursulines est le seul espace public du genre. Ailleurs, à Namur, Dinant ou Liège, ce sont des espaces fermés. La vie comme elle va y circule moins.* »

Parmi les projets soutenus, on trouve encore ce camion remorque équipé d'une rampe amovible destiné à la pratique du skateboard, la Traveling Skate Ramps. On déploie la rampe, et tout le monde peut s'amuser, débutants et confirmés. Le but est aussi de promouvoir le skateboard sur de nombreux événements et festivals à travers la France et l'Europe.

« Maintenant j'ose »

Boucles blondes jaillissant du casque, joues rougies par l'effort, Sofian (7 ans) roule avec une belle assurance. Il fonce vers une pente, amorce une montée, se laisse descendre, recommence. Il a fait du judo et du foot avant de trouver une activité où il a envie de persévérer. Pourquoi ? « *On a peur et puis on n'a plus peur. On ose. Et puis, on a des copains, même des plus grands.* » Maman de cinq enfants, Sacha a aujourd'hui conduit à leur cours collectif ses deux jumeaux, six ans au compteur. Impossible de les arrêter. Ils effectuent le tour du square

entre de plus grands, nettement moins à l'aise qu'eux. « *Mes premiers enfants, de grands ados aujourd'hui, sont aussi venus au skatepark. Ça aide à être à l'aise dans son corps. Ça a fait du bien à mon aînée. C'est gai. Ici, les jeunes sont libres de leurs mouvements, dans le respect des autres, et en même temps ils sont dans un groupe. Il y a de l'entraide. Les plus expérimentés conseillent les plus jeunes. Il y a de la solidarité. Et moi un encadrement comme celui qu'il y a ici, ça me rassure.* »

« *Cette cohabitation entre les âges et les niveaux, c'est un des objectifs pédagogiques de l'asbl Skateboarders* », explique **Damien Delsaux**, l'un des animateurs de l'association. « *Pour que les plus jeunes apprennent des aînés et que les aînés partagent leur expérience avec les plus jeunes.* » Vivre en bon voisinage avec les 'autres roues', avec ceux qui roulent à vélo, en BMX ou en rollers est aussi un des enjeux de cet espace ouvert à tous, sportifs ou pas. Entretenir la communication avec la maison de repos dont les fenêtres donnent sur le skatepark est important aussi. Il a fallu rassurer les résidents quant au bruit induit. Certains s'inquiétaient de voir très souvent les mêmes skateurs. Et leurs études là-dedans ? Aujourd'hui, l'asbl dispose même au sein de l'institution d'un point de chute pour son matériel.

Accrochage scolaire

« *Justement* », explique **Sergio** (16 ans), « *ici, avec les animateurs de l'association, j'ai appris à canaliser ma pratique du skate. Le skate m'a équilibré sur beaucoup de plans. Je suis moins impulsif, plus calme.* » Vincent Cremer confirme évidemment : « *Le skate demande de la concentration. C'est aussi physique que mental.*

Il faut de l'autodiscipline si on veut avancer. Ce n'est qu'une planche à roulettes on dirait. Mais on peut tout faire avec un skate. Les figures sont multiples. » Et le passionné d'empoigner son skate et de le tourner dans tous les sens. Effectivement, le skate danse sous les pieds. Et le skate danse sur les parois du skatepark, marque des pauses sur les arêtes et repart de plus belle. « *Chaque fois que j'ai été au fond* », continue Vincent, « *le skate m'a aidé. Vous savez ce que j'ai remarqué ? Que le skate ouvre l'espace. Le skate, c'est avant, arrière, sur les côtés. Les œillères tombent. Le skate amène à développer d'autres passions. Je connais beaucoup de skaters profondément curieux.* » Pour l'anecdote, Vincent a développé une passion pour... les cailloux. Est-ce un hasard si c'est la seule surface sur laquelle on ne peut skater ?

Héritiers du skate

Le skate est partageur. Il a ouvert la voie, à ceux qui s'adonnent aux joies des rollers, à celles du BMX. Plus récemment, il a ouvert la voie au golf street, le 'golf sauvage', où l'on décide que cette poubelle ici et cette autre là-bas ce seront les trous. On y trouve, comme dans le skate, l'utilisation du mobilier urbain.

Parmi les héritiers, on notera aussi l'émergence du frisbee dans les cages d'escaliers. Vincent Cremer est plutôt du genre à regarder en avant qu'en arrière. Ou alors un souvenir récent : « *Il y a eu un crossover avec des jazzmen à Malines. Tu avais une rampe de skate en bois dans un centre culturel et des musiciens de jazz sont venus jouer. En fait, le but était d'anticiper et de continuer sur le son que font les axes de skate sur les rampes et le frottement des roues et à ce moment-là, le bling le blang, les musiciens improvisaient, c'était absolument super.* » Un dernier mot pour la route : « *L'asbl offre non seulement des stages, mais aussi un accompagnement pour des institutions, des communes qui voudraient développer de manière structurée des activités en lien avec le skateboard. Un aspect auquel nous tenons beaucoup c'est l'élaboration adaptée de lieux destinés à la pratique du skate, en tenant compte des spécificités de l'endroit et du public, loin du simple agencement de structures dont on peut trouver les éléments clés sur porte.* » À lire, l'apport de Vincent Cremer (et de son comparse José) dans 'Pratiques culturelles, trajectoires sociales et constructions identitaires', Couleur livres, 2012.

'Danger Dave' : un skate pour la vie

Monté pour la première fois sur un skate à dix ans, il n'en est pas descendu ou presque. Le skate, notre compatriote et jeune quadragénaire David Martelleur lui a tout consacré. Le cinéaste Philippe Petit, également comédien et déjà auteur d'un documentaire sur les 'adulcents', a suivi pendant cinq années le parcours du skateur en fin de course.

Résultat : un portrait d'homme tout court. Voici pourquoi il faut voir 'Danger Dave' même si on n'y entend fichtre rien aux planches à roulettes ! « *Il n'y a rien de plus cool que le skate avec des potes* », c'est ainsi que **David Martelleur** évoque sa passion née à Charlevoix, à l'époque où un espace était réservé aux skateurs et où il ne cesse d'être espéré aujourd'hui, le projet sortant régulièrement des cartons. « *On est seul sur son skate. Et en même temps on n'est jamais seul. Il y a ceux avec qui on skate.* »

Pendant plus de vingt ans, la vie de David Martelleur ce seront des 'tours' (ces voyages aux quatre coins du globe pour se livrer à des performances), organisés par des 'compagnies' (comprenez des marques). De chambre d'hôtel en camping, David pérégrine. Pour virevolter dans des skateparks, dans des bowls (ces espaces en forme de piscine rondes) ou sur des rampes (qu'on appelle aussi des U). La vie d'un skateur professionnel reste relativement modeste. Les compagnies financent les voyages, organisent des événements. On sourit d'ailleurs à une scène de 'Danger Dave' lors de cette compétition américaine où le trophée consiste en une veste en cuir, à franges certes...

Un mode de vie alternatif

« *Mon film a été qualifié de film de non skate* », raconte le réalisateur **Philippe Petit**. « *ce n'est pas faux. Ce n'est pas une enquête. Ce n'est pas un film social. Le postulat de départ, c'était de suivre la fin de carrière d'un skateur. J'ai choisi David, parce que son intégrité me touchait. Il a un rapport sain aux sponsors. Je crois que chez les skaters plus jeunes c'est différent.* »

La démarche de Philippe Petit s'inscrit aussi dans le prolongement d'un autre documentaire, tourné lui en trois jours. Le documentaire, intitulé 'Les insoucians', centré autour de deux skateurs déjà, permettait d'aborder l'adulgence, ce prolongement de l'adolescence et de comportements adolescents jusqu'à l'âge adulte. Mais pour ce qui est de filmer à travers David et avec lui « *le passage d'un état à un autre, la fin d'une certaine insouciance* », ce n'était pas gagné pour Philippe Petit.

Son sujet joue les prolongations certes, fréquente les chemins de traverse parfois bien arrosés avec comme corollaires pour le cinéaste l'impression de piétiner, de tourner des scènes qui finissent par se ressembler.

Le film est-il dans l'ornière alors que son cher sujet, lui, virevolte ? 'Danger Dave' commence sur ces difficultés. Philippe Petit enjoint David Martelleur à être plus disert, à se livrer plus ouvertement, davantage que par des comportements. Il trouve qu'il lui bat froid. Il plante devant lui la caméra pour qu'il parle. Simple. Philippe Petit se fait menaçant. Balance : « *C'est la dernière fois que tu parles, alors vas-y, parce que moi je rentre à Paris !* » Suivent quelques mots (durs) que l'on ne reproduira pas ici, et que tout le film démentira. Le générique peut démarrer.

« Le cinéma est mon seul refuge. Le cinéma qui est images en mouvement. C'est une consolation face à une existence trop monocorde. Filmer est ma manière de résister. Les répétitions de la vie ordinaire me pèsent. Comme le fait de devoir se soumettre à un rythme biologique. Avec le cinéma, on vit plusieurs vies. » (Philippe Petit)

Et c'est le début en effet d'un film qui est aussi celui de la rencontre entre deux artistes (puisqu'il le skate est aussi un art, une pratique à laquelle chacun imprime son style). Plus loin dans le film, ce sont aussi des reproches que David Martelleur adressera à Philippe Petit. Fragilisé par ce qui tient, même s'il s'en défend, de fin de parcours, le sportif se rebelle. « *Tu n'es pas là quand il faut. Je souffre et tout le monde s'en fout.* »

Les contraintes de tournage sont effectivement telles que Philippe Petit est présent de manière

épisodique aux côtés de David Martelleur (environ un mois par an). C'est dire que bien des choses se sont passées entre-temps et que du temps présent il s'agit de tirer profit. Est-ce ce qui confère au film son punch incroyable, le fait qu'il se nourrisse de ce qui a manqué disparaître, a disparu, et renaît à la faveur de mots (que le skateur dispense avec parcimonie et que celui qui le filme sait être fondamentaux pour relancer la machine) et de souvenirs, de ce qui est montré et de ce qui se cache, de ce qui n'a pas pu être filmé ? Un film fait de vides, d'apparitions, de regrets, de passion. Un film fait des hauts et des bas de son sujet. Mais n'est-ce pas l'essence du skate, d'affronter des hauts et des bas, voire de les susciter ?

Chronique d'une non fin

Sans cesse remonter sur le skate. Sur le métier remettre son corps. Défier les lois de la pesanteur. Le quotidien des skateurs est exigeant. David décroche parfois. S'étourdit d'alcool. Repart. « *Comme toutes les vies, la mienne connaît des turbulences* », explique-t-il. « *Sur cinq années c'est normal. C'est le choix des images fait par Philippe Petit. Mais ça va.* » Un acolyte sportif fait remarquer : « *Les jeunes, c'est autre chose. Ils sont prêts à s'entraîner de treize à dix-neuf heures.* »

Ce n'est pas une menace, ni un propos moralisateur. C'est un constat. La relève est là. Et elle est différente. Dans 'Danger Dave', il faut attendre une bonne heure pour voir longuement David aux manœuvres de son skate, de son corps, de son corps sur le skate, de sa vie. C'est une longue séquence où l'homme surfe dans les airs, dans des bowls, sur des rampes, marquant la pause sur des arêtes. C'est la métaphore de ce que l'on a vu jusque-là, en terme de parcours humain : l'exercice difficile de l'équilibre au quotidien. Il est une scène mémorable où après de sombres images on retrouve David sur une rampe jaune soleil. Homme de contrastes. De l'ombre et de la lumière. Des tourments et de la joie enfantine. Il revient paradoxalement à David de rassurer son comparse réalisateur en fin de film. « *Ce n'est pas une fin. Et si c'est une*

fin, c'est aussi le début d'autre chose. » Le voici néanmoins reparti sur son skate, sac au dos. Le réalisateur le laisse à contrecœur, on le sent, disparaître de l'image. Sans David, plus de film.

Refus du biologique

Pourquoi ce sentiment face à 'Danger Dave' d'être devant un film ovni ? Est-ce à cause de la durée du tournage qui donne cent visages à David Martelleur ? Chevelure changeante, corps aussi. Est-ce dû à ces dialogues du cinéaste avec son sujet, qui sont plutôt rares au cinéma ? Au fait qu'on voit à l'image de vrais retournements de situation où un 'sujet' s'empare de la caméra ? Est-ce de voir à l'image la rencontre et la confrontation de deux passions, l'une pour le skate, l'autre pour les images ? « *Le cinéma est mon seul refuge* », admet Philippe Petit. « *Le cinéma qui est images en mouvement. C'est une consolation face à une existence trop*

monocorde. Filmer est ma manière de résister. Les répétitions de la vie ordinaire me pèsent. Comme le fait de devoir se soumettre à un rythme biologique. Avec le cinéma, on vit plusieurs vies. » On retrouve exactement les mêmes mobiles chez David Martelleur, mais appliqués au skate : vivre au carré, défier la pesanteur dans tous les sens. Si le skate se fait aujourd'hui moins présent pour David, la philosophie demeure : rouler de belle façon, avancer à sa mode, continuer d'avancer envers et contre tout.

Le 'toujours pas retraité' a plusieurs projets. Coacher des jeunes, pourquoi pas ? Son avenir ne l'inquiète pas ni celui du skate en Belgique. « *Après deux crises du skate, l'une dans les années 80 et l'autre dans les années 90, on est dans une phase de stabilité. Avec ses quinze skateparks en dur, la Belgique est même une destination prisée pour les skateurs européens.* » Philippe Petit, lui, a réalisé un moyen métrage,

'Buffer zone' promené de festival en festival. Il y est aux manettes de tout : acteur, réalisateur, scénariste. « *Un auto-film* », dit-il. Et côté documentaire, il est en train de tourner aux États-Unis un film consacré à un joueur de poker. Une autre façon d'aborder un mode de vie lui aussi alternatif et une relation à l'argent particulière. Après une présentation en salles et lors de festivals, 'Danger Dave' est désormais disponible pour le plus grand nombre. Voici un rappel des sites de téléchargement VOD. Une page Facebook est consacrée au film, qui n'en finit pas de vivre.

- iTunes : <https://itunes.apple.com/fr/movie/danger-dave/id959320501...>

- Vimeo on Demand : <https://vimeo.com/ondemand/dangerdave>

- Google play : https://play.google.com/store/movies/details/Danger_Dave...

- Vaprovue : <http://www.vaprovue.com/share/218024/tag/78668>

RÉFLEXIONS

La promotion de la santé : une question non seulement sociétale mais aussi anthropologique

Christian Léonard, KCE, UCL, Université de Namur et Haute École Louvain en Hainaut

Le numéro de juin 2015 d'Éducation Santé était entièrement consacré à un bilan de plus de 15 ans de la politique de promotion de la santé et plus généralement de la prévention en Fédération Wallonie-Bruxelles. Un exercice utile à la veille du transfert de cette compétence à l'ONE, la Wallonie et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale¹.

Christian Léonard est un observateur privilégié de tout ce qui tourne autour de la santé et du social en Belgique. Il nous fait l'amitié de partager avec nous les réflexions que lui inspirent le travail du Conseil.

L'égalité, oui, mais laquelle ?

Comment ne pas se réjouir à la lecture des projets prioritaires qui devraient caractériser la politique de promotion de la santé dans les cinq années à venir ? J'y ai retrouvé l'essentiel des fondements égalitaristes dont j'ai la faiblesse de penser qu'ils suscitent un large consensus. Car, en principe, nous sommes toutes et tous

favorables à une certaine forme d'égalité et nous défendons ainsi l'égalitarisme 'de quelque chose'. Mais, comme l'écrivait le prix Nobel d'économie **Amartya Sen**, « equality of what? »², quelle variable voulons-nous égaliser entre nous ? De nombreuses possibilités existent entre les 'chances' et les 'résultats' et pour chacune de ces variables sur lesquelles on focalise son attention³, des politiques bien différentes peuvent être mises en œuvre. La plupart du temps l'égalitarisme est lié à la notion de redistribution qui peut prendre une forme monétaire au travers du versement d'allocations sociales ou s'exprimer par l'octroi

de prestations en nature notamment grâce à un système d'assurance maladie solidaire. Toutefois, on oublie souvent de mentionner ce qu'il serait possible d'entreprendre pour rendre la redistribution quasi inutile. C'est pourtant simple, il suffirait de mieux 'distribuer' les revenus, les richesses, l'éducation...

Le numéro d'Éducation Santé que nous commentons ne commet pas ce fâcheux oubli puisqu'il mentionne 'la distribution équitable de la richesse collective' comme condition susceptible de faciliter l'adaptation entre la personne et son milieu. Les épidémiologistes anglais **Wilkinson** et **Pickett** ont récemment expliqué de manière

1. Voir sur notre site <http://educationsante.be/revue/312/>

2. SEN, A. (1979a) Equality of What? The Tanner Lectures on Human Values. Stanford University.

3. A. SEN parle d'ailleurs de 'variables focales'

lumineuse à quel point l'égalité était favorable à tous et non seulement aux plus démunis⁴, un message qui donne raison aux rédacteurs du programme quinquennal pour la promotion de la santé en Fédération Wallonie-Bruxelles.

Revoir notre mode d'existence

Il me semble toutefois que promouvoir une meilleure répartition des richesses ne constitue pas seulement un progrès sociétal, une façon somme toute plus directe de s'attaquer aux autres inégalités notamment de santé qui en découlent. Je soutiens que le changement requis est d'abord d'ordre anthropologique car il s'agit de remettre en question une des façons d'oublier la pire de nos craintes, dont **Socrate** critiquait toute l'absurdité, la crainte de la finitude de l'existence. Les tenants de l'économie existentielle nous expliquent que cet 'oubli' de la finitude passe par des comportements d'épargne, d'investissement, de consommation, de production qui sont forcément liés aux processus d'accumulation capitaliste⁵. Cela signifie que pour tendre vers un processus de création

des richesses qui soit moins inégalitaire, il faut développer une lucidité existentielle qui soit de nature à susciter une réaction où le rapport à soi et à l'autre remplacent, au moins partiellement, les processus au cours desquels 'nous perdons notre vie à la gagner'.

Revoir notre mode d'existence ne va évidemment pas rendre du jour au lendemain toute démarche de promotion de la santé obsolète car transformer en réalité cette utopie exigerait du temps, beaucoup de temps.

De manière concomitante, il serait à mon sens indispensable de préciser notre conception de cette notion à la mode tant dans les milieux de la santé publique que des affaires : l'*empowerment*. En première approche, il traduit un progrès majeur dans la conception de la 'personne'. Une évolution quasi copernicienne du paternalisme sanitaire vers l'autonomisation du patient acteur de sa santé et donc... 'responsable'.

Il faut en la matière, une fois de plus, faire preuve de lucidité afin de détecter derrière un discours émancipateur les scories du paradigme néo-classique selon lequel l'être humain est un

homo œconomicus auquel on peut faire adopter n'importe quel comportement pour autant qu'on utilise l'incitation (financière) adéquate.

À nouveau, le texte de la livraison de juin d'Éducation Santé aborde des pistes intéressantes susceptibles de favoriser notamment la littératie en santé. Il faudra toutefois veiller à son implantation, car seule une personne libre peut être tenue pour responsable de ses actes, de sa santé, de sa consommation de soins.

Cette libération participe en fait du même mouvement général que celui qui pourrait nous permettre de reconsidérer la finitude de l'existence et nos modes de vie⁶. Ce souci d'une autre existence et d'une véritable libération de l'individu m'amène à envisager l'avenir avec enthousiasme et optimisme malgré la taille de l'enjeu car je ne peux imaginer que nous soyons toutes et tous aveugles au point d'ignorer que nous partageons les mêmes vulnérabilités, la même humanité qui exigent non seulement de la solidarité mais aussi une certaine dose d'altruisme.

4. WILKINSON, R. & PICKETT, K. (2013) Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous, Paris, Les Petits matins - Institut Vieben.

5. LÉONARD, C. & ARNSPERGER, C. (2009) You'd better suffer for a good reason : Existential economics and individual responsibility in health care. *Revue de Philosophie Économique*, 10(1), 125-148.

6. LÉONARD, C. Libérer et responsabiliser pour refonder la responsabilité, Presses Universitaires de Namur, 2015

PORTRAITS

Anne-Sophie et Martin, unis vers la santé des étudiants

Anne Le Pennec

Au lendemain des 24 heures vélo de Louvain-la-Neuve¹, à l'heure où bon nombre d'étudiants étourdis par les clameurs de la fête ronflent encore, Anne-Sophie Poncelet et Martin de Duve sont attablés à l'Hôtel Métropole en plein cœur de Bruxelles. Ils entament leur second café, bien mérité. « On n'a pas pédalé, nous, mais on a bien ramé », glissent-ils dans un sourire fatigué.

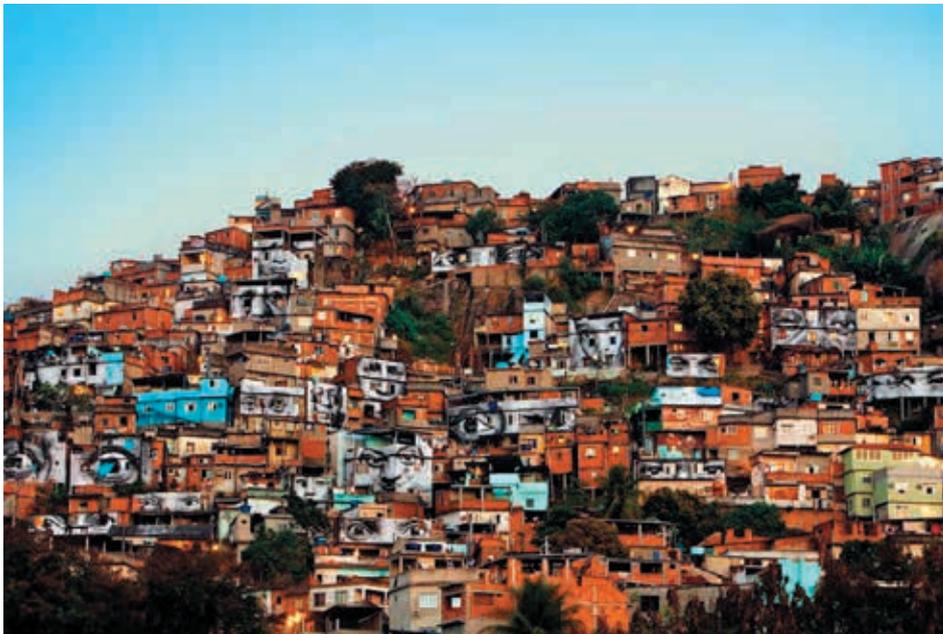
Il faut dire qu'ils n'ont pas ménagé leur peine pendant plusieurs semaines pour mettre sur pied l'*Opération stadiers 2014* et transmettre aux étudiants volontaires les moyens et les compétences nécessaires pour veiller au bon déroulement de la fête. La course et la soirée sont terminées et cette année encore, les 'stadiers' ont assuré. Le directeur et la chargée de projet de l'asbl Univers santé peuvent s'autoriser à souffler un peu.

Dans quelques heures, Anne-Sophie s'envolera pour Milan pour y passer un week-end entre amis. Martin se reposera plus tard car six jeunes âgés de 13 à 17 ans comptent sur lui pour encadrer leur excursion de spéléologie. Lui, le bénévole de l'association qui organise et accompagne des sorties aventures pour des adolescents vivant en institution, leur consacrer sa fin de semaine.

Dans le champ professionnel, les deux collègues

ont plutôt l'habitude de se consacrer à une autre tranche d'âge. Celle des étudiants, les 18-25 ans, cœur de cible d'Univers santé. Un public particulier sorti de l'adolescence et pas encore familier de la vie d'adulte. Tous les deux regrettent de voir ces années-là si peu investies par les acteurs de la promotion de la santé. « Cette tranche de vie correspond à une période de transition marquée par la rupture avec la sphère familiale. Budget, stress,

1. Cette interview a été réalisée le 17 octobre 2014 (ndlr).



Anne-Sophie : « En faisant le tri hier des photos prises avec mon smartphone, j'ai retrouvé celle-ci gardée depuis plus d'un an et que j'avais prise lors d'une exposition à Lille. Il s'agit du travail d'un photographe, JR, qui colle ses photos pour rendre l'art plus accessible (ici au Brésil). J'aime son travail et sa démarche, l'art étant encore bien trop peu accessible. Ici il lie urbanité et humanité, ce qui me touche. »

sommeil, alimentation... Tous ces sujets font irruption dans leur vie en peu de temps et génère de l'angoisse. Tandis que l'âge scolaire et la santé des travailleurs sont relativement bien couverts par la promotion de la santé, la période étudiante l'est beaucoup moins. C'est pourtant un moment où l'on adopte toute une série de comportements pour la suite. »

D'une seule voix, Anne-Sophie et Martin poussent plus loin leur plaidoyer. « Même si c'est moins vrai qu'avant, le public qui fréquente l'université reste globalement privilégié sur le plan socio-économique, ce qui fait de lui une cible moins prioritaire que d'autres en termes de santé publique. On peut le comprendre mais c'est un mauvais calcul, ils représentent également une partie des décideurs de demain. Ce sont de futurs prescripteurs de bien-être et de santé. À ce titre et même si l'argument peut paraître élitiste, il y a tout lieu de ne pas négliger les 18-25 ans en promotion de la santé. »

Tous les chemins mènent à Louvain-la-Neuve

Vingt-cinq ans. C'est justement l'âge qu'avait Martin lorsque l'asbl Univers santé lui a ouvert sa porte. C'était en 2001. Infirmier spécialisé en traumatologie et urgences aux Cliniques universitaires Saint-Luc, le jeune homme d'alors manque d'enthousiasme. « L'hôpital me proposait de participer au développement des nouvelles techniques de contention pour le service de

chirurgie de la main et de traumatologie », se souvient-il. « Mais je me sentais étreint dans le modèle biomédical. »

« (Les étudiants universitaires) sont de futurs prescripteurs de bien-être et de santé. À ce titre et même si l'argument peut paraître élitiste, il y a tout lieu de ne pas négliger les 18-25 ans en promotion de la santé. »

Il entame un mastère de santé publique à l'Université catholique de Louvain (UCL) où l'asbl Univers santé vient d'être montée. « Le vice-recteur de l'époque avait lancé une vaste enquête sur la santé des étudiants pour connaître leurs besoins, leurs attentes, leurs représentations, leurs comportements », relate Martin. « Une démarche sans précédent sur le campus. La création d'Univers santé en a été un des prolongements. » La toute jeune asbl a alors besoin d'un chargé de projet. La mère de Martin, qui travaille sur le campus, voit l'annonce et la lui fait passer. Il saute le pas, faisant une croix sur sa carrière à l'hôpital. Six ans plus tard, en 2007, il endosse le rôle de directeur de l'asbl, qui est encore le sien aujourd'hui.

Un an plus tard, c'est au tour d'Anne-Sophie de souffler ses 25 bougies. Psychologue de formation, son mastère professionnel éducation et santé en poche, elle travaille à mi-temps, faute de mieux, comme intervenante en prévention des dépendances au sein de l'asbl Nadja à Liège. Univers santé cherche quelqu'un pour accompagner le projet 'Jeunes et alcool' et organiser un colloque sur le sujet à Bruxelles. « J'avais étudié à Louvain-la-Neuve et j'en avais fait le tour. Je n'avais pas vraiment envie d'y retourner mais le poste me plaisait vraiment », raconte-t-elle. La voilà donc embauchée comme chargée de projet sous l'autorité de Martin. « Je me suis donc investie dans ce projet puis d'autres activités et thématiques ont complété mon travail. Et finalement, six ans plus tard, je suis toujours là car je continue de trouver de la diversité dans les actions que nous menons, même si je ressens parfois de l'impatience face à la lenteur du travail en promotion de la santé. » Tiens donc, elle aussi ! Derrière ses lunettes discrètes et un café aussi noir que sa veste, Martin acquiesce. « Il est vrai que la promotion de la santé donne peu de résultats concrets rapidement, surtout sur les actions de plaidoyer auprès des politiques pour agir sur l'environnement et les facteurs sociétaux. Heureusement, nous travaillons aussi à d'autres niveaux et les actions de terrain procurent des satisfactions plus rapides. Cela permet de pallier les frustrations. » Et d'expliquer que la promotion de la santé répond selon lui à un modèle écologique, où toutes les variables sont liées. Il suffit de prendre un peu de hauteur pour visualiser les différents niveaux sur lesquels on peut agir. « Cela peut aussi être très frustrant de s'apercevoir qu'on n'agit que sur une toute petite partie de l'ensemble et à un moment donné », rétorque Anne-Sophie. Question de points de vue qui, loin de les diviser, nourrit leur discussion du moment. Leur collaboration professionnelle est à l'image de cet échange : bien installée et riche de leurs sensibilités respectives. Anne-Sophie se sait plutôt rationnelle, apte à se remettre en question à condition qu'on lui oppose des arguments solides. Martin lui reconnaît aussi « une vraie curiosité professionnelle », de celle qui permettent d'apprendre vite et bien. « Elle est arrivée en ne connaissant rien aux assuétudes et à la promotion de la santé », explique-t-il. « Elle a su assimiler très vite les notions clés, avec la finesse et les nuances nécessaires. » complète-t-il, admiratif.

De l'autre côté de la table, Anne-Sophie prend le compliment pour ce qu'il est : une preuve d'attachement professionnel.

Et elle, comment voit-elle Martin ? Elle confirme leur complicité professionnelle, la qualité de leur binôme et lui reconnaît bon nombre de qualités en tant que directeur et collègue. « *Martin est un directeur très disponible et à l'écoute même s'il peut aussi avoir des idées bien ancrées dont il démord parfois difficilement* », détaille-t-elle. « *Nous sommes tous les deux plutôt cartésiens, très souvent d'accord ou au moins sur la même longueur d'ondes. Et chacun se sent libre d'argumenter si ce n'est pas le cas. L'humour nous amène aussi une légèreté dans le travail qui entretient et renforce notre entente.* »

De l'alcool et de la musique

Comme il fallait s'y attendre, l'alcool refait irruption dans la conversation. C'est qu'Univers santé s'évertue depuis sa création à travailler sur la relation que les jeunes entretiennent avec « *notre drogue culturelle* » comme aime à le rappeler Martin.

Les étudiants sont systématiquement impliqués dans la conception et la mise en œuvre des actions de prévention les concernant.

« *En 15 ans, nous avons réussi à ce qu'ils nous voient comme une ressource et non comme une contrainte* », se félicite Martin. Anne-Sophie et lui ont appris à connaître leurs partenaires : exigeants en terme de communication, subtils, peu captifs, détestant les injonctions normatives, en tension entre une certaine prise de conscience des risques et une volonté subversive.

« *Les jeunes nous poussent à être créatifs et à explorer de nouvelles voies dans nos projets et nos campagnes* », apprécient-ils. La plus récente, lancée en septembre 2013, s'appelle Guindaille 2.0². Anne-Sophie est aux manettes. « *Une série de pictogrammes véhiculant des conseils pour bien réussir sa soirée ont été imaginés collectivement* », explique-t-elle. « *Avec un seul objectif : réduire les risques liés à la consommation d'alcool.* »

De fait, la prohibition ne fait pas partie du vocabulaire d'Univers santé. Martin appelle même de ses vœux son contraire, « *l'anti-prohibition bien cadrée* », ainsi qu'une « *législation moins floue et plus claire en matière de produits psychoactifs, qui faciliterait grandement le travail préventif* », argumente-t-il.



Au fil du temps et de ses prises de parole, le directeur d'Univers santé est devenu l'homme qui veut interdire la publicité pour l'alcool en Belgique au motif qu'elle contraint notre libre arbitre. « *Une position radicale que j'assume* », précise-t-il. Sollicité par les media en qualité d'expert ou au nom du réseau *Jeunes, alcool & société* né il y a dix ans, Martin n'hésite pas à clamer haut et fort la conviction qu'il partage avec la douzaine d'acteurs de ce groupe issus de la santé, de l'éducation et du social : « *La vision des adultes sur les jeunes est trop souvent caricaturale et très négative : ils boivent trop, consomment sans aucun contrôle social et vont dans le mur* », résume-t-il. « *Eux ne se reconnaissent pas dans ce tableau dressé par les adultes, ce qui a pour effet de rompre le dialogue. Pour que nous puissions mener à bien nos missions de promotion de la santé, il faut réintroduire de la complexité dans le discours sur les jeunes et l'alcool. Cela suppose notamment d'interroger les représentations des adultes, de considérer les facteurs environnementaux et sociétaux et de regarder dans nos propres verres avant de pointer celui du jeune.* »

Dans celui d'Anne-Sophie, il y aurait probablement du vin. De bonne qualité car la jeune femme est connaisseuse : elle a suivi pendant cinq ans des cours d'œnologie desquels elle avoue avoir retenu davantage la pratique que la théorie. Pour le plaisir d'affiner son goût

pour ce breuvage qu'elle apprécie. Comme quoi, on peut très bien travailler à réduire les risques liés aux excès de consommation d'alcool et conserver le plaisir d'en boire. « *J'aime aussi cuisiner, domaine qui me donne l'occasion de développer ma créativité. Voyager aussi pour déconnecter et aller vers d'autres cultures, ce qui me permet de porter un autre regard sur la mienne. Et l'opéra. Depuis toute petite, je vibre au son de cette musique.* »

Martin lui ne saurait dire quelle genre de musique il préfère tant celles capables de le transporter sont nombreuses. « *La musique est ma soupape. Elle génère chez moi des émotions immédiates alors qu'en général, je suis quelqu'un de très rationnel, trop sans doute.* » Il a connu une fois l'état de transe totale en jouant des percussions sur scène et en garde un souvenir ému. « *C'est une sensation extraordinaire, sans doute la plus belle drogue qui soit* », commente-t-il.

Pour accompagner cette matinée d'octobre lovée dans le décor 'art nouveau' du café du Métropole, il écouterait bien **Nina Simone** dans l'un de ses morceaux funky avec pédale wouah-wouah. Proposez-lui d'exaucer l'un de ses vœux immédiatement et c'est à nouveau la musique qui emporte ses faveurs.

Les étudiants, les assuétudes, la promotion de la santé semblent très loin. Se serait-on égaré en convoquant toutes ces émotions ? Sans doute pas tant que ça.

2. Voir l'article d'Anne-Sophie Poncelet, 'Guindaille 2.0 – Mets-toi à jour!', Éducation Santé n° 303, septembre 2014, <http://educationsante.be/article/guindaille-20-mets-toi-a-jour/>

OUTILS

Estime de soi et santé

Description

Matériel

Dossier pédagogique de 56 pages (PDF) :

- quelques repères théoriques sur l'estime de soi et l'adolescence, l'affirmation de soi, l'apprentissage, la prévention, et la santé
- objectifs à travailler en classe
- activités en classe pour la santé, pour l'estime de soi, pour l'affirmation de soi

Concept

Ce dossier souhaite contribuer à la prévention des comportements à risque, des dépendances. Sans croire en la personne, comment espérer pouvoir l'influencer à ne pas prendre une cigarette pour se montrer devant son groupe de copains, ou à ne pas imiter des comportements excessifs (boire jusqu'à ne plus être maître de soi ; se moquer de manière répétitive et/ou mettre de côté systématiquement le/la même camarade, se laisser entraîner en groupe à des comportements de violence, etc.) ?

Comment oser prendre le risque d'être soi-même, un peu différent parfois des autres ?
Comment développer le respect face à soi-même et face aux autres ?

À l'école l'adolescent peut apprendre de manière privilégiée dans un cadre sécurisé, ouvrir ses yeux à d'autres façons de vivre, de penser, de s'exprimer, d'agir tout en renforçant son estime de lui-même.

Objectifs

- Renforcer l'estime de soi de chaque élève afin d'augmenter les facteurs de protection face aux divers problèmes de la vie.
- Donner des pistes pour créer un climat de classe qui favorise la connaissance et le respect de soi et des autres ainsi que la reconnaissance des talents et valeurs de chacun.
- Poser quelques fondements pour les préventions des comportements à risques, des dépendances.

Bon à savoir

Le dossier 'Estime de soi et santé' a été élaboré par REPER, Information et Projets, à la

demande de plusieurs groupes santé des Cycles d'orientation fribourgeois (Suisse). Il a été conçu à l'intention des maîtres de première année, comme thème à développer pendant quelques heures d'information générale (un minimum de 3 à 5 heures).

Où trouver l'outil

Chez l'éditeur : REPER Promotion de la santé et prévention, Secteur Information et Projets, Route du Jura 29, CP 69, 1706 Fribourg, Suisse.

Courriel : projets@reper-fr.ch

Internet : <http://www.reper-fr.ch>

Dans les centres de prêt des centres locaux de promotion de la santé de Verviers, Huy-Waremme, Luxembourg, Namur et Charleroi-Thuin.

L'avis de PIPsa (www.pipsa.be)

La Cellule d'experts de PIPsa a accordé la mention 'coup de cœur' à cet outil en 2014.

Appréciation globale

Ce dossier pédagogique, très accessible puisque librement téléchargeable, propose une approche simple et pertinente d'un programme de développement de l'estime de soi pour les jeunes dans le cadre scolaire.

La partie théorique fournit un référentiel synthétique, suffisant pour cadrer les activités et mieux comprendre l'enjeu de ce type de programme. Les fiches, claires et structurées, décrivent des activités pédagogiques variées, aux contours bien délimités, en lien avec les compétences à développer et le contexte scolaire d'utilisation.

L'outil demande un temps d'appropriation raisonnable pour les possibilités qu'il offre.

La planification mensuelle suggérée permet de dépasser l'activité ponctuelle en invitant à inscrire le programme dans un projet d'année, pour la classe et/ou pour l'école.

Les premières activités présentées seraient accessibles dès la 6^e primaire. Les dernières, demandant des capacités d'abstraction et de distanciation, conviennent mieux à la fin de la tranche d'âge.

Le programme nécessite des compétences d'animateur et surtout une intégration



personnelle des valeurs liées à l'estime de soi (bienveillance, écoute, signes de reconnaissance), de telle manière que l'élève puisse se modeler sur l'exemple qui est donné par l'adulte. Il demande aussi d'y consacrer du temps : professeurs de français, de morale et de gymnastique (pour les activités liées au corps) pourraient s'associer et travailler ensemble – en projet d'établissement – à ces objectifs.

Objectifs

- Augmenter son estime de soi en entraînant sa capacité à verbaliser et à s'exprimer.
- Reconnaître les talents et les valeurs de chacun.
- Participer à la création et à l'entretien d'un climat de classe bienveillant et soutenant.

Public cible

12-15 ans

Utilisation conseillée

- Proposer au professeur de gymnastique de collaborer au programme avec les activités autour du corps.
- Développer le programme en projet de classe, sur une année scolaire, en respectant la progression des activités.

LU POUR VOUS

In psycho veritas

Christian De Bock

Les éditions Mardaga ont lancé cet automne une nouvelle collection de vulgarisation scientifique « légère », dont la double ambition est de rendre accessible à un large public les résultats de recherches scientifiques récentes en psychologie tout en s'instruisant avec le sourire sur des thèmes en résonance avec la vie quotidienne.

Quatre titres sont sortis en même temps :

- 60 questions étonnantes sur les parents, par **Jean-Baptiste Dayez** et **Anne-Sophie Ryckebosch** ;
- 60 questions étonnantes sur l'alimentation, par **Maxime Morsa** ;
- 60 questions étonnantes sur l'amitié, par **Lolita Rubens** ;
- 60 questions étonnantes sur la musique, par **Valentine Vanootighem**.

Nous avons posé 6 questions à Jean-Baptiste Dayez et Anne-Sophie Ryckebosch, directeurs de la collection.

Éducation Santé : 'Comment vous est venue l'idée de ces 60 questions' ?

Jean-Baptiste Dayez : L'idée est née d'une réflexion avec Mardaga. Les éditeurs voulaient poursuivre l'élargissement de leur public déjà entamé avec le lancement de la collection Santé en soi¹ et casser l'image un peu – trop – sérieuse qui leur colle à la peau. C'est la raison pour laquelle ils ont voulu travailler avec nous. Nous avons tous deux fait de la recherche en psychologie, et nous adorons la vulgarisation scientifique. L'objectif de cette collection est de se situer à mi-chemin entre le livre de vulgarisation sérieux – mais parfois un peu rébarbatif – et le livre de développement personnel sympa – mais parfois un peu simpliste.

ES : Vous inscrivez-vous dans la mouvance d'un phénomène récent de 'science décalée et amusante' ? Je pense aux chroniques de **Pierre Barthélémy** dans *Le Monde* ou encore à l'excellente bande dessinée de **Marion Moutagne** 'Tu mourras moins bête'²...

Anne-Sophie Ryckebosch : Dans l'ensemble, on peut dire que nous nous inscrivons dans cette mouvance. Comme eux, nous voulons donner une image plus *peps* de la science, en dénichant des

recherches méconnues et parfois loufoques et en les présentant avec humour. En revanche, nous nous distinguons sur certains plans. Tout d'abord, nous ne parlons que d'une seule discipline – la psychologie –, pour laquelle nous avons été formés. Par ailleurs, le dada de Pierre Barthélémy est l' 'improbabologie', soit les recherches les plus loufoques qui soient (celles qui pourraient gagner des Ig Nobel³). De notre côté, nous voulons bien sûr étonner, mais aussi en montrant que la psychologie s'intéresse à beaucoup d'autres choses que Freud ou son divan... et pas forcément sur la base de recherches improbables.

ES : Pouvez-vous nous expliquer la structure des ouvrages ?

JBD : Chaque livre aborde 60 questions et y répond à partir des résultats de 60 recherches scientifiques publiées dans des revues sérieuses. Chaque question est présentée en 2 pages, de façon très structurée (introduction, méthode, résultat, conclusion, référence). L'objectif est d'être court et percutant. Les questions peuvent être lues dans n'importe quel ordre. Il est même possible de ne lire que des parties de questions, sans pour autant se perdre en route. Le tout est illustré par des dessinateurs imaginatifs et talentueux.

ES : Et le choix des thèmes ?

ASR : Pour pouvoir atteindre notre objectif d'intéresser le grand public à la psychologie scientifique, il est important d'aborder des sujets qui, spontanément, intéressent tout un chacun. Ce n'est que dans un deuxième temps – une fois que le lecteur a pris la peine d'ouvrir le livre – que l'on peut se risquer à lui proposer des choses nouvelles, insoupçonnées, décalées, politiquement incorrectes parfois. Nos thèmes doivent donc avoir une certaine universalité. Les sujets des quatre livres choisis pour le lancement le démontrent : tout le monde s'alimente, tout le monde a des amis, tout le monde

a des parents (et beaucoup de monde le devient) et tout le monde ou presque écoute de la musique...

ES : Le marché de la « psycho » grand public n'est-il pas trop encombré ?

JBD : Il est clairement fort encombré – il suffit d'ailleurs d'observer le rayon 'développement personnel' des librairies pour s'en convaincre. Le concept d' In psycho veritas est en décalage avec la mouvance habituelle. Même s'il peut certainement apporter un 'plus' sur le plan personnel, il n'offre pas de recettes pour aller mieux et ne promet pas le bonheur. Disons qu'il a le mérite d'être honnête. En cela, nous pensons qu'il peut intéresser les lecteurs qui n'ont jamais aimé le développement personnel, qui commencent à s'en lasser... ou qui veulent tout simplement varier les plaisirs.

ES : Pouvez-vous enfin nous dévoiler les sujets des prochaines parutions ? Y aura-t-il (exemple au hasard) « 60 questions étonnantes sur »... la promotion de la santé' ?

ASR : Pour 2016, nous prévoyons de sortir 4 nouveaux titres : « 60 questions étonnantes sur » la beauté, l'humour et le rire, l'amour et le paranormal (toujours dans son versant scientifique, bien sûr, pas de pseudoscience au programme !). Et nous préparons aussi la suite : une douzaine d'autres titres sont d'ores et déjà en réflexion. Par contre, au risque de vous décevoir, la promotion de la santé ne fait pas vraiment partie des priorités. Un tel ouvrage risquerait de n'intéresser que des spécialistes qui, eux, pourraient préférer un ouvrage de référence sur la question. Mais « 60 questions étonnantes sur la santé » pourrait bien entendu avoir toute sa pertinence...

Collection In psycho veritas, dirigée par Jean-Baptiste Dayez et Anne-Sophie Ryckebosch, Éd. Mardaga, 144 pages, 14,9 euros le volume.

1. Voir l'article de C. De Bock 'Santé en soi, une nouvelle collection 'santé' belge', *Éducation Santé* n° 293, octobre 2013.

2. Voir <http://tumorrasmoinsbete.blogspot.be/>. Le quatrième album, 'Professeur Moustache étale sa science', vient de sortir chez Delcourt. Version animée annoncée pour 2016 sur Arte !

3. Le prix Ig Nobel est un prix parodique décerné chaque année à dix recherches scientifiques qui paraissent insolites ou banales. L'objectif déclaré de ces prix est de « récompenser les réalisations qui font d'abord rire les gens, puis les font réfléchir ».



SOMMAIRE

ÉDITORIAL

- 2 Au service des intervenants francophones en promotion de la santé, par *Pierre Baldewyns* et *Christian De Bock*

INITIATIVES

- 2 Volontariat et emploi : frontières incertaines, par *Christian De Bock*
- 4 Plus de 10 ans d'aide au sevrage tabagique au Québec, par *Pascale Dupuis*
- 7 Plaisirs et enjeux du skate, par *Véronique Janzyk*

RÉFLEXIONS

- 10 La promotion de la santé : une question non seulement sociétale mais aussi anthropologique, par *Christian Léonard*

PORTRAITS

- 11 Anne-Sophie et Martin, unis vers la santé des étudiants, par *Anne Le Pennec*

OUTILS

- 14 Estime de soi et santé

LU POUR VOUS

- 15 'In psycho veritas', une nouvelle collection chez Mardaga, propos d'*Anne-Sophie Ryckebosch* et *Jean-Baptiste Dayez* recueillis par *Christian De Bock*

DES ARTICLES INÉDITS !

Éducation Santé vous propose des articles inédits sur son site internet !

Le saviez-vous ? La revue met en ligne chaque mois des articles inédits, jamais publiés dans la revue papier. Il s'agit le plus souvent de sujets d'actualité reçus trop tardivement pour être intégrés dans le numéro en cours ou alors de textes d'un intérêt évident mais que nous ne pouvons publier dans la version imprimée par manque de place.

Surfez donc sans plus attendre sur

www.educationsante.be pour en prendre connaissance !

Éducation Santé est aussi présente sur les réseaux sociaux.

Vous pouvez y suivre toutes les actualités du secteur, que ce soit sur Facebook ou sur Twitter : www.facebook.com/revueeducationsante ou www.twitter.com/EducationSante

Mensuel (11 numéros par an, ne paraît pas en août).

Abonnement : gratuit pour la Belgique.

Pour l'étranger, nous contacter.

Réalisation et diffusion : Alliance nationale des mutualités chrétiennes, dans le cadre de la Cellule de Coordination intermutualiste ANMC-UNMS.

Ont collaboré à ce numéro : Pierre Baldewyns, la Coalition Nationale contre le Tabac, Pascale Dupuis, la Fédération des centres de planning des Femmes prévoyantes socialistes, la Fondation Contre le Cancer, Infor-Drogues, Véronique Janzyk, Christian Léonard, Anne Le Pennec, la Ligue des Usagers des Services de Santé, l'Observatoire de la Santé du Hainaut, l'Observatoire de la Santé et du Social de Bruxelles-Capitale, Marianne Prévost, la Revue Prescrire.

Rédacteur en chef : Christian De Bock (02 246 48 50, christian.debock@mc.be).

Secrétariat de rédaction : Christian De Bock

Journaliste : Carole Feulien (carolefeulien@gmail.com).

Relectures : Danielle Beeldens, Carole Feulien.

Recherches iconographiques : Danielle Beeldens.

Site internet : Octopus et Unboxed Logic (design et développement), Carole Feulien (animation).

Réseaux sociaux : Carole Feulien.

Lettre d'information : Carole Feulien.

Contact abonnés : Christian De Bock (02 246 48 50, christian.debock@mc.be).

Comité stratégique : Gaëtan Absil, Hervé Avalosse, Pierre Baldewyns, Martine Bantuelle, Luc Berghmans, Christian De Bock, Alain Deccache, Martin de Duve, Damien Favresse, Carole Feulien, Sophie Fiévet, Fabienne Henry, Pascale Jonckheer, Sarah Lefèvre, Denis Mannaerts, Vladimir Martens, Marie-Noëlle Paris, Marianne Prévost, Karin Rondia, Bernadette Taeymans, Patrick Trefois.

Comité opérationnel : Christian De Bock, Carole Feulien, Julien Nève, Tatiana Pereira, Thierry Poucet.

Éditeur responsable : Jean Hermesse, chaussée de Haecht 579/40, 1031 Bruxelles.

Maquette et mise en page : Muriel Logist.

Impression : Impaprint.

Tirage : 1 300 exemplaires. **Diffusion :** 1 200 exemplaires.

Diffusion électronique : 1 500 exemplaires.

ISSN : 0776 - 2623.

Les articles publiés par *Éducation Santé* n'engagent que leurs auteurs. Les articles non signés sont de la rédaction.

La revue n'accepte pas de publicité.

Les textes parus dans *Éducation Santé* peuvent être reproduits après accord préalable de la revue et moyennant mention de la source.

Pour tous renseignements complémentaires :

Éducation Santé ANMC, chaussée de Haecht 579/40, 1031 Bruxelles. ou Éducation Santé, c/o Centre d'Éducation du Patient, rue du Lombard 8, 5000 Namur.

Internet : www.educationsante.be.

Courriel : education.sante@mc.be.

Pour découvrir les outils francophones en promotion de la santé : www.pipsa.be

Les textes de ce numéro sont disponibles sur notre site www.educationsante.be.

Notre site adhère à la plate-forme www.promosante.net.

ÉDUCATION SANTÉ

UN MENSUEL AU SERVICE
DES INTERVENANTS FRANCOPHONES
EN PROMOTION DE LA SANTÉ DEPUIS 1978



Wallonie

Avec le soutien financier
de la Wallonie



La **solidarité**, c'est bon pour la santé.



L'accès à la santé pour tous

La Mutualité Socialiste



Imprimé sur papier
blanchi sans chlore
Emballage recyclable.

